



L'ancien secrétaire général de la présidence de la République, et ancien médecin personnel de Paul Biya écrit une lettre ouverte à ce dernier qui vient de convoquer un « Grand Dialogue National » pour des solutions à la grave crise sociopolitique qui fragilise les régions du Nord-Ouest et Sud-ouest. C'est par un rappel des grands événements historiques post-coloniaux que Titus Edzoa arrive à la conclusion des erreurs majeures commises par le Cameroun.

Monsieur le Président,

Au moment où notre Nation, lentement mais fatalement s'en va glissant vers une déréliction certaine, ébranlée et fissurée qu'elle est dans l'essence même de ses fondements historiques, la spontanéité de ma plume téméraire interpelle dans son élan le citoyen patriote que je suis. Lui résister eût été une manifeste malhonnêteté intellectuelle vis-à-vis de vous, vis-à-vis de mon pays, et même un coupable reniement de mes propres convictions. C'est pourquoi, à toutes mes différentes et précédentes interventions médiatiques, je viens respectueusement joindre cette lettre ouverte à votre intention.

En prologue, permettez que je vous propose la visite de ce bref quatrain de Nicolas de Lyre, pouvant susciter quelques réflexions lumineuses dans la recherche d'une solution définitive au problème existentiel qui nous taraude, à savoir la guerre civile dans les zones du Nord-Ouest et

du Sud-Ouest de notre pays : « La lettre enseigne les faits L'allégorie ce qu'il faut croire La morale ce qu'il faut faire L'analogie ce vers quoi il faut tendre. »

La suite de ma réflexion s'articule sur les 4 volets suivants : Un rappel synoptique des faits historiques ; Le déclenchement de la crise;

Les conséquences ;

La proposition de solutions. Rappel synoptique des événements historiques En février 1916, en pleine 1^{ère} guerre mondiale, l'Allemagne perd le Kamerun sous les assauts franco-britanniques. Un accord de partage (la première division non consentante de notre pays) est organisé entre la France et la Grande-Bretagne. Les 4/5 du territoire vont à la France et le 1/5 à la Grande-Bretagne divisé en 2 parties, le Northern Cameroon et le Southern Cameroon. En 1922, par un accord de mandat de la Société des Nations (SDN), la France régira l'administration en zone francophone et la Grande-Bretagne en zone anglophone.

A l'issue d'une 2^e guerre mondiale, confirmant la défaite allemande, l'ONU confirmera cette répartition. En conclusion, à l'issue des 2 guerres mondiales, le Kamerun allemand sera divisé en 3 Etats : le Cameroun francophone et les 2 Camerouns anglophones : le Northern et le Southern Camerouns. a/ De 1957 au 6 novembre 1982 : Régime du Président Ahmadou Ahidjo Le 1^{er} janvier 1960, le Cameroun francophone devient indépendant, sous la dénomination de République du Cameroun.

Les 11 et 12 février 1961, un plébiscite est organisé dans les 2 territoires, Northern et Southern Camerouns par les Britanniques, sous l'égide de l'ONU : le Northern choisira l'union avec le Nigeria et le Southern, l'union avec la République du Cameroun. Du 16 au 22 juillet 1961, la Conférence de Foumban permet que les 2 Etats restant s'accordent pour la création d'un Etat fédéral : le 1^{er} octobre 1961, une nouvelle Nation est née : la République Fédérale du Cameroun. Le 20 mai 1972, le Président Ahmadou Ahidjo organise un referendum sur la fin du système fédéral en vigueur et la réunification de l'Etat oriental avec l'Etat occidental. Le « Oui » l'emporte et le pays devient la République Unie du Cameroun.

La rupture d'avec le travail d'unité, remarquablement accompli par l'ancien Président Ahmadou Ahidjo et les différents acteurs politiques de l'époque, fut une erreur inqualifiable. b/Période du régime du Président Paul Biya, à partir du 6 novembre 1982. Une démarche pour le moins curieuse vient remuer les cendres du passé par la loi no 84-1 du 4 février 1984, modifiant unilatéralement la dénomination du pays : la République Unie du Cameroun devient la République du Cameroun. Erreur aussi politique qu'historique, ce changement sémantique sera malheureusement entériné au forceps lors de la révision de la Constitution du 18 janvier 1996, et sera ressenti de la part des Camerounais issus de la zone anglophone, comme un camouflet, une humiliation, un authentique mais incompréhensible reniement par le mépris d'un consensus historique mutuel d'unité dans le respect le plus absolu de la diversité...

Erreur qui se paie très cher aujourd'hui, avec des conséquences pour le moins dramatiques... Le déclenchement de la crise En octobre-novembre 2016 : On assiste à des revendications corporatistes des Avocats et des Enseignants au Nord-Ouest et du Sud-Ouest, revendications tout à fait légitimes et qui, pour d'autres raisons, pourraient être faites dans n'importe quelle

région de notre pays. Le système en place, par incompetence et une légèreté habituelle, en sous-estime les fondements.

A cette désinvolture, il faut ajouter la non-application de la Constitution depuis plus de 20 ans. En outre, la répartition effective du pouvoir central dévoile une iniquité flagrante et ahurissante au Sommet de l'Etat : les francophones occupent depuis fort longtemps les postes majeurs :

Le Président de la République est francophone ; Le Président du Sénat est francophone ; Le Président l'Assemblée Nationale est francophone ; Le Président du Conseil Economique et Social est francophone ; Le Président du Conseil Constitutionnel est francophone
